

Brochure n° 3288

Convention collective nationale

IDCC : 1944. – **PERSONNEL NAVIGANT TECHNIQUE
DES EXPLOITANTS D'HELICOPTÈRES**

AVENANT N° 9 DU 28 MAI 2008
RELATIF AUX SALAIRES ET AUX PRIMES AU 1^{ER} JANVIER 2008
NOR : *ASET0850861M*
IDCC : 1944

Article 1^{er}

Objet

Le présent avenant porte sur la mise à jour à compter du 1^{er} janvier 2008 de la grille des salaires de la convention collective nationale du personnel navigant technique des exploitants d'hélicoptères.

Article 2

Les salaires

Les parties sont convenues de fixer les valeurs figurant à l'article 14.B de l'annexe I de la convention collective nationale, comme indiqué ci-après.

(En euros.)

ANCIENNETÉ dans l'entreprise	PPH	PPH IFR	PL
Salaire de base sans ancienneté	2 755,88	3 361,44	4 298,89
Salaire de base avec application de la clause d'ancienneté définie dans la convention pour :			
2 ans	2 810,99	3 428,66	4 384,85
3 ans	2 838,56	3 462,65	4 427,84

ANCIENNETÉ dans l'entreprise	PPH	PPH IFR	PL
4 ans	2 866,12	3 495,90	4 470,84
5 ans	2 893,74	3 529,50	4 513,83
6 ans	2 921,24	3 563,12	4 556,82
7 ans	2 948,79	3 596,74	4 599,79
8 ans	2 976,35	3 630,35	4 642,80
9 ans	3 003,91	3 663,97	4 685,78
10 ans	3 031,48	3 697,58	4 728,77
11 ans	3 059,03	3 731,19	4 771,76
12 ans	3 086,59	3 764,80	4 814,95
13 ans	3 114,15	3 798,43	4 857,74
14 ans	3 141,70	3 832,04	4 900,74
15 ans	3 169,26	3 865,64	4 943,71

Pour les pilotes agricoles :

- pour 330 heures de vol par an : 2 173,13 € ;
- prime horaire de vol entre 330 et 500 heures de vol : 54,53 €.

Abattement de 20 % et d'une durée maximale de 18 mois pour les pilotes ayant moins de 1 200 heures de vol (dont 50 % faites sur hélicoptère).

Article 3

Primes résultant de l'annexe II

Il résulte de l'application de l'annexe II du 18 juillet 2003 à la convention collective nationale du personnel navigant technique des exploitants d'hélicoptères, étendue par l'arrêté du 26 décembre 2003, que les aspects de la rémunération mentionnés à l'article 14 de cette annexe sont modifiés comme suit :

Une prime brute mensuelle (au prorata de la période d'emploi correspondant aux activités) en contrepartie des spécificités et contraintes qui résultent de cette annexe II, notamment les services de nuit, est établie :

- dans le cas des activités définies aux articles 3.1 et 3.2 de l'annexe II, à un montant mensuel de 218,61 € ;
- dans le cas des activités définies à l'article 3.3 de l'annexe II, à un montant mensuel de 273,24 €.

Article 3 bis

Modification de primes résultant de l'annexe II, et consécutivement au procès-verbal de fin de conflit suite au mouvement social en cours au moment de la négociation du présent avenant

Il résulte de l'application de l'annexe II du 18 juillet 2003 à la convention collective nationale du personnel navigant technique des exploitants d'hélicoptères, étendue par l'arrêté du 26 décembre 2003, que les aspects de la rémunération mentionnés à l'article 14 de cette annexe, et mis à jour au 1^{er} janvier 2008 par l'article 3 ci-dessus, seront modifiés comme suit. Cette modification entrera en vigueur tel que précisé à l'article 4 ci-après.

Une prime brute mensuelle (au prorata de la période d'emploi correspondant aux activités) en contrepartie des spécificités et contraintes qui résultent de cette annexe II, notamment les services de nuit, est établie :

- dans le cas des activités définies aux articles 3.1 et 3.2 de l'annexe II, à un montant mensuel de 400 € ;
- dans le cas des activités définies aux articles 3.3 de l'annexe II, à un montant mensuel de 440 €.

Article 4

Champ d'application et date d'effet

Les dispositions du présent avenant entreront en vigueur pour l'ensemble des entreprises entrant dans le champ de la convention collective nationale du personnel navigant technique des exploitants d'hélicoptères, et conformément aux dispositions légales applicables et consécutives à l'extension telle que prévue à l'article 6 ci-après :

- à compter du 1^{er} janvier 2008 pour tous les articles, excepté l'article 3 *bis* du présent avenant ;
- l'article 3 *bis* du présent avenant prendra effet en remplacement de l'article 3 à compter du 1^{er} mars 2008.

Article 5

Durée, révision, dénonciation

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée.

Chaque signataire peut en demander la révision, conformément aux dispositions du code du travail, ou peut le dénoncer dans les conditions et délais prévus au code du travail.

Article 6

Organisation du droit d'opposition

Les organisations syndicales de salariés représentatives dans le champ du présent avenant disposent d'un délai de 15 jours pour exercer leur droit d'opposition, dans les conditions prévues par la législation et la jurisprudence, à compter de la notification de l'avenant conformément aux dispositions du code du travail.

Article 7

Formalités de dépôt et d'extension

Dès lors qu'il n'aurait pas fait l'objet d'une opposition régulièrement exercée par la majorité des organisations syndicales, le présent avenant fera l'objet d'un dépôt dans les conditions prévues par le code du travail et d'une demande d'extension dans les conditions fixées audit code.

Fait à Paris, le 28 mai 2008.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

SNEH.

Syndicats de salariés :

FNST-CGT ;

SNPL ;

SNPNAC-UNSA.